



Enquête emploi en continu La population active continue de baisser en Guadeloupe

En 2018, la population active recule en Guadeloupe et s'établit à 153 000 personnes en âge de travailler. Le taux de chômage, parmi les plus élevés des régions françaises, est stable et concerne 23 % de la population active. L'activité salariée et le secteur tertiaire regroupent la majorité des emplois, notamment chez les femmes. Celles-ci ainsi que les jeunes actifs et les personnes peu diplômées sont plus exposés à des situations précaires aux frontières du chômage.

Floraline Cratère

En Guadeloupe, la population active au sens du Bureau International du Travail (BIT) est estimée à 153 000 personnes de 15 ans ou plus (*figure 1*). Elle regroupe 118 000 actifs ayant un emploi et 35 000 personnes au chômage. Le reste de la population de plus de 15 ans constitue la population inactive et s'établit à 161 000 personnes, dont 30 000 élèves, étudiants ou stagiaires en formation.

Entre 2017 et 2018, la population active diminue de 5 000 personnes soit une baisse de 3 %. Les hommes sont davantage actifs (en emploi ou au chômage) que les femmes, respectivement 52 % et 45 %. Celles-ci sont néanmoins plus nombreuses sur le marché du travail, étant surreprésentées dans la population en âge de travailler. Ce déséquilibre résulte des départs des jeunes hommes, essentiellement pour trouver un emploi ou poursuivre leurs études en dehors du territoire.

Les hommes occupent plus souvent un emploi que les femmes (respectivement 41 % et 35 %).

La population active en Guyane en hausse de 5 %, est estimée à 87 000 personnes dont 70 000 actifs ayant un emploi et 17 000 chômeurs. En Martinique, elle est stable et représente 153 000 personnes, dont 126 000 actifs ayant un emploi et 27 000 chômeurs.

Un chômage toujours important

En 2018, 35 000 personnes sont au chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT), soit 23 % de la population

active (*figure 2*). Le taux de chômage reste dans le même ordre de grandeur qu'en 2016-2017 (respectivement 24 et 22 %). Cette augmentation s'explique essentiellement par la baisse de la population active, le nombre de chômeurs étant quasiment stable.

Le chômage est important en Guadeloupe où il est 2,5 fois plus élevé qu'en France métropolitaine (9 %). En Guadeloupe, comme dans les autres régions d'outre-mer, le chômage est d'abord structurel.

1 153 000 Guadeloupéens sont actifs en 2018

Population en âge de travailler selon le statut d'activité (en nombre et %)

	Ensemble		Sexe (en %)		Âge (en %)		
	Effectif	(en %)	Femme	Homme	15-29 ans	30-49 ans	50 ans et plus
Actifs	152 700	49	45	52	39	77	36
<i>Ayant un emploi</i>	<i>117 500</i>	<i>38</i>	<i>35</i>	<i>41</i>	<i>21</i>	<i>61</i>	<i>31</i>
<i>Chômeurs</i>	<i>35 200</i>	<i>11</i>	<i>11</i>	<i>11</i>	<i>18</i>	<i>16</i>	<i>5</i>
Inactifs	160 700	51	55	48	61	23	64
Ensemble	313 400	100	100	100	100	100	100

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus, vivant en Guadeloupe.

Source : Insee, Enquête Emploi en Continu 2018.

2 Le taux de chômage toujours important en Guadeloupe

Nombre de chômeurs et taux de chômage selon l'âge et le diplôme en 2018 (en nombre et %)

Âge	Nombre de chômeurs en 2018	Taux de chômage en 2018 (en %)	Nombre de chômeurs en 2017	Taux de chômage en 2017 (en %)
	Hommes	15 200	21	16 000
15-29 ans	5 800	46	6 400	48
30-49 ans	5 400	17	5 200	16
50 ans et plus	4 000	14	4 400	15
Femmes	20 000	25	19 300	24
15-29 ans	5 700	48	4 300	38
30-49 ans	9 800	25	11 300	27
50 ans et plus	4 500	15	3 700	13
Ensemble	35 200	23	35 300	22
15-29 ans	11 500	47	10 700	43
30-49 ans	15 200	22	16 500	22
50 ans et plus	8 500	15	8 100	14
Niveau de diplôme				
Diplôme de niveau bac + 2 et supérieur	4 400	11	4 700	12
Baccalauréat ou brevet professionnel ou autre diplôme équivalent	7 500	25	6 400	21
CAP, BEP ou autre diplôme équivalent	7 300	23	7 900	24
Aucun diplôme, certificat d'études primaires ou brevet des collèges	16 000	31	16 100	31

Note : la somme des effectifs par diplôme est légèrement inférieure au nombre total de chômeurs, le diplôme étant non renseigné pour certains individus.

Lecture : en 2018, 5 800 hommes actifs âgés de 15 à 29 ans sont au chômage en Guadeloupe, le taux de chômage pour cette tranche d'âge est de 46%.

Champ : personnes actives de 15 ans ou plus, vivant en Guadeloupe.

Source : Insee, *Enquêtes Emploi en Continu 2017 & 2018*.

3 En Guadeloupe, 81 % des actifs occupés sont salariés

Population active occupée selon le statut d'emploi et le type de contrat en 2018 (en nombre et %)

	Ensemble		Sexe (en %)	
	Effectif	(en %)	Femmes	Hommes
Non-salariés	22 700	19	13	26
Salariés	94 700	81	87	74
Titulaires de la fonction publique ou en contrat à durée indéterminée	80 500	85	84	86
Contrat à durée déterminée (CDD), apprentissage ou intérim	14 200	15	16	14

Note : la somme des effectifs selon le statut est légèrement inférieure au nombre total d'actifs occupés, le statut étant non renseigné pour certains individus.

Lecture : parmi les salariés, 85 % des personnes sont titulaires de la fonction publique ou en contrat à durée indéterminée.

Champ : personnes en emploi de 15 ans ou plus, vivant en Guadeloupe.

Source : Insee, *Enquête Emploi en Continu 2018*.

Les caractéristiques géographiques et physiques des territoires ultramarins, souvent qualifiés de « petites économies insulaires », expliquent leurs handicaps économiques. D'une part, du fait de leur position géographique, ces régions sont à la fois isolées et éloignées par rapport à la France métropolitaine. D'autre part, ces économies de petite taille se caractérisent par des marchés du travail de faible étendue.

La persistance d'un chômage élevé couplée à une offre éducative insuffisante nourrissent d'intenses mouvements migratoires vers la France métropolitaine. En Guadeloupe, les jeunes de 15 à 29 ans, moins expérimentés, sont les premières victimes du chômage : ils sont, en proportion, plus nombreux dans cette situation qu'en 2017 (43 % à 47 % en 2018).

Le chômage affecte davantage les femmes que les hommes (respectivement 25 % et 21 %). Celles de 30-49 ans sont nettement plus touchées par le chômage que les hommes du même âge : souvent les femmes mères au foyer ont du mal à accéder au marché de l'emploi par manque d'expérience professionnelle. Le chômage est plus important en Guade-

loupe qu'en Martinique (18 %), et qu'en Guyane routière (19 %). Les plus jeunes sont également davantage touchés que dans ces deux régions (41 % et 32 %).

Huit actifs en emploi sur dix sont salariés

En 2018, 81 % des actifs ayant un emploi sont salariés (figure 3). Il s'agit essentiellement de personnes en contrat à durée indéterminée (CDI) et de fonctionnaires (85 % des salariés). Les autres sont en contrat à durée déterminée (CDD), en apprentissage ou en intérim, occupant ainsi des emplois moins stables.

Les femmes optent davantage pour le statut professionnel des salariés que les hommes (respectivement 87 % et 74 %). Toutefois la situation des femmes dans le salariat est assez fragile : certaines sont amenées plus souvent que les hommes à accepter des emplois faiblement qualifiés, voire peu rémunérés.

La stabilité de l'emploi s'améliore avec l'âge : les jeunes actifs de moins de 30 ans occupent moins souvent des contrats à durée indéterminée que leurs aînés, plus ex-

Travailler ou se former hors de Guadeloupe, une solution envisagée par beaucoup

En Guadeloupe, comme dans les autres territoires ultramarins, le taux de chômage est nettement plus élevé qu'en France métropolitaine. En quête d'une meilleure situation professionnelle, certains actifs envisagent même de quitter l'archipel.

Ainsi, 37 % des personnes âgées de 15 à 64 ans, insatisfaites de leur situation, seraient prêtes à quitter la région pour un emploi ou une formation qualifiante.

Ce désir de mobilité, est encore plus important chez les actifs âgés de 15 à 29 ans (42 %) et de 30 à 49 ans (44 %) que chez les actifs de 50 ans à 64 ans (25 %), en fin de carrière.

périmentés. Ces jeunes, démarrant dans la vie active, sont souvent peu diplômés et obtiennent alors plus fréquemment des contrats courts.

Les actifs salariés sont plus nombreux en Martinique (87 %) et en Guyane routière (85 %). En revanche, ceux qui sont fonctionnaires ou en CDI sont plus représentés en Guadeloupe qu'en Martinique (82 %) ou qu'en Guyane (79 %).

Le secteur tertiaire, principal employeur en Guadeloupe

L'économie guadeloupéenne est davantage tournée vers le secteur tertiaire que la France métropolitaine, étant donné l'importance des services administrés dans les économies ultramarines (figure 4). En 2018, huit personnes ayant un emploi sur dix, salariées ou non, travaillent dans le tertiaire.

Comme en Martinique ou en France métropolitaine, les femmes travaillent majoritairement dans le tertiaire : 91 % d'entre elles occupent un emploi dans ce secteur, contre seulement 68 % des hommes. Elles sont particulièrement surreprésentées dans les activités relevant de la santé et l'action sociale.

L'emploi dans le tertiaire concerne également huit personnes en emploi sur dix en Guyane routière et en Martinique.

Le sous-emploi affecte 14 % des actifs occupés

À la frontière de l'emploi et du chômage, le sous-emploi concerne 16 000 personnes en Guadeloupe soit 14 % des actifs occupés. Cette situation concerne des personnes à temps partiel, souhaitant travailler davantage et disponibles pour le faire, qu'elles recherchent ou non un emploi.

Le sous-emploi s'applique également à celles ayant travaillé moins que d'habitude pour des raisons économiques ou exceptionnelles (figure 5). Dans cette situation

également, les femmes et les jeunes sont davantage exposés au sous-emploi que les autres actifs. Le sous-emploi est bien moins important en Guyane routière (9 %) et en Martinique (11 %). Les femmes et les jeunes y sont également les plus concernés.

Dans un contexte de précarité de l'emploi, certains actifs ont recours à la pluriactivité, voire à l'emploi informel pour augmenter leurs revenus. Cette polyvalence peut revêtir la forme de travaux exercés les uns à la suite des autres ou la forme d'activités permanentes, exercées de manière simultanée avec une autre activité déclarée principale.

Autour du chômage, un halo d'inactifs

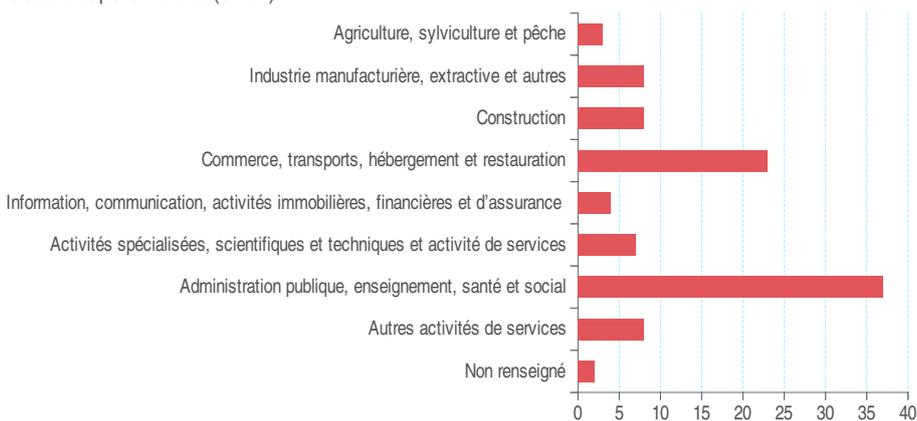
Les définitions de l'emploi, du chômage et de l'inactivité au sens du BIT sont assez restrictives et ne permettent pas de rendre compte de l'ensemble des situations vis-à-vis du marché du travail.

Ainsi le halo autour du chômage est un concept permettant de réunir des profils divers de personnes à la frontière de l'inactivité et du chômage. Il regroupe des personnes considérées comme inactives, recherchant un emploi mais non disponibles, ou qui ne recherchent pas un emploi qu'elles soient disponibles ou non pour travailler.

En moyenne sur les années de 2016 à 2018, 26 000 Guadeloupéens souhaitent travailler mais ne satisfont pas tous les critères du BIT pour être considérés comme chômeurs (figure 6). Ils se retrouvent dans le halo autour du chômage. Parmi eux, 3 000 personnes recherchent activement un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux

4 Les services administrés regroupent 37 % des emplois

Population active occupée selon la catégorie socioprofessionnelle et le secteur d'activité en Guadeloupe en 2018 (en %)



Note : les intérimaires sont classés dans le secteur utilisateur.

Lecture : les secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et du social représentent 37 % des emplois en Guadeloupe.

Champ : personnes en emploi de 15 ans ou plus, vivant en Guadeloupe.

Source : Insee, Enquête Emploi en Continu 2018.

5 14 % des actifs occupés en Guadeloupe sont en situation de sous-emploi

Population active occupée en situation de sous-emploi en 2018 (en nombre et %)

	Sous-emploi en 2018		Sous-emploi en 2017	
	Effectif	(en%)	Effectif	(en%)
Sexe				
Hommes	5 500	10	5 800	10
Femmes	10 700	18	8 400	13
Âge				
De 15 à 29 ans	3 700	28	3 400	24
De 30 à 49 ans	6 800	12	6 900	12
50 ans et plus	5 700	12	3 900	8
Ensemble	16 100	14	14 200	12

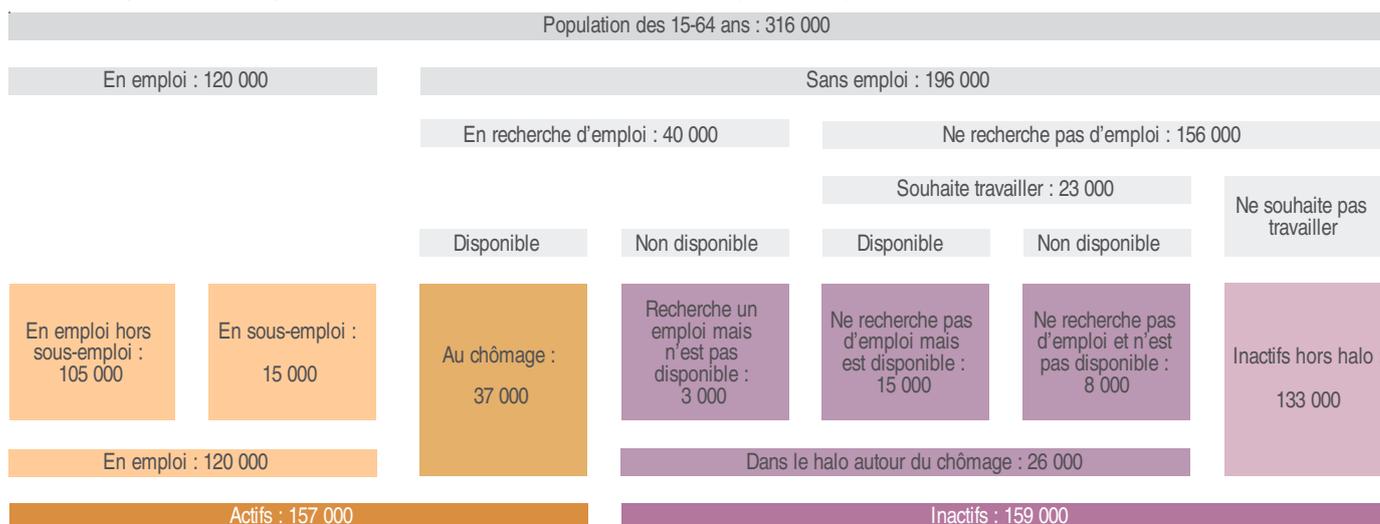
Lecture : en 2018, 10 700 Guadeloupéennes sont concernées par le sous-emploi, soit 18 % des femmes actives.

Champ : personnes en emploi de 15 ans ou plus, vivant en Guadeloupe.

Source : Insee, Enquêtes Emploi en Continu 2017 & 2018.

6 Le halo autour du chômage représente 8 % des Guadeloupéens en âge de travailler

Schéma simplifié des concepts d'activité au sens du BIT entre 2016 et 2018 (en nombre)



Lecture : en moyenne sur les années 2016 à 2018, sur les 316 000 personnes de 15 ans ou plus vivant en Guadeloupe, 120 000 sont en emploi, dont 15 000 en situation de sous-emploi et 26 000 sont inactifs au sens du BIT, mais proches d'une situation de chômage et constituent le halo autour du chômage.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus, vivant en Guadeloupe.

Source : Insee, Enquête Emploi en Continu cumulée 2016-2018.

semaines pour travailler, 15 000 souhaitent un emploi, n'en recherchent pas mais seraient disponibles et 8 000 souhaitent un emploi même si elles ne sont ni en re-

cherche active ni disponibles. Souvent les personnes ne recherchent plus activement un emploi car elles sont découragées. Alors que 8 % des personnes en âge de travailler

se retrouvent dans le halo du chômage en Guadeloupe, elles sont un peu moins nombreuses en Martinique (7 %), mais deux fois plus en Guyane routière (16 %). ■

Définitions

La **population active** regroupe la population active occupée (les actifs en emploi) et la population active inoccupée (les actifs au chômage).

Le **taux d'activité** est calculé en rapportant le nombre d'actifs (actifs occupés et actifs au chômage) à l'ensemble de la population en âge de travailler (15 ans ou plus).

Le **taux d'emploi** est calculé en rapportant le nombre d'actifs occupés à l'ensemble de la population en âge de travailler (15 ans ou plus).

Le **taux de chômage** est calculé en rapportant le nombre de chômeurs au nombre d'actifs (actifs occupés et actifs au chômage).

Un **chômeur** est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Le **halo autour du chômage** est constitué d'inactifs n'étant pas au chômage au sens du BIT, mais étant dans une situation qui s'en approche. Il est composé de personnes qui souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Le halo et le chômage sont construits à partir de réponses à une batterie de questions factuelles posées aux personnes enquêtées. Elles ne se définissent pas par rapport à leur situation administrative vis-à-vis d'un organisme de placement ou par rapport à la situation dans laquelle elles se classent spontanément.

Le **sous-emploi**, à la frontière entre l'emploi et le chômage, comptabilise certaines personnes en emploi qui ne peuvent travailler autant qu'elles le souhaitent. Il comprend les personnes actives occupées qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- soit elles travaillent à temps partiel, souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent activement un emploi ou non ;
- soit elles travaillent à temps partiel (et sont dans une situation autre que celle décrite ci-dessus) ou à temps complet, mais ont travaillé moins que d'habitude pendant une semaine de référence en raison de chômage partiel (chômage technique) ou mauvais temps.

L'emploi au sens du Bureau International du Travail : Les personnes employées au sens du BIT sont celles ayant travaillé pendant une durée quelconque, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine dite de référence. Cette notion, plus extensive, est différente de celle de l'emploi au sens du recensement de la population qui, elle, concerne les personnes ayant déclaré avoir un emploi dans le formulaire du recensement.

Source et méthode

L'**enquête emploi en continu (EEC)** - qui constitue l'unique source d'information permettant de mettre en œuvre la mesure de l'activité suivant les concepts du Bureau international du travail (BIT) - est l'une des principales enquêtes de l'Insee, ainsi que l'une des pièces centrales du dispositif statistique de connaissance de l'emploi et du chômage.

S'inscrivant dans le cadre des enquêtes sur les forces de travail réalisées dans tous les pays de l'Union européenne (« Labour Force Survey »), elle permet, à la France métropolitaine depuis 2003 et à la France entière hors Mayotte depuis 2014, de comparer le niveau et l'évolution de son taux de chômage avec ceux des autres pays européens, mais aussi avec ceux des pays membres de l'organisation internationale du travail (OIT).

Elle comporte par ailleurs des informations très nombreuses sur les caractéristiques des personnes (sexe, âge, diplôme, expérience, etc.), les conditions d'emploi (profession, type de contrat, temps de travail, ancienneté dans l'emploi, sous-emploi, etc.) et les situations de non-emploi (méthodes de recherche d'emploi, études, retraite, etc.).

En conséquence, la mesure de la précision des statistiques issues de cette enquête constitue un enjeu majeur, afin d'une part de permettre une interprétation juste et complète des différents résultats de l'EEC, et d'autre part de pouvoir quantifier dans quelle mesure la France répond aux exigences de précision imposées par Eurostat sur la mesure des statistiques de chômage.

Dans les régions d'outre-mer, le taux de chômage annuel au sens du BIT est calculé avec une précision à 95 % de $\pm 1,5$ point.

Service territorial de Guadeloupe
Rue des bougainvilliers
97102 Basse-Terre Cedex

Directeur de la publication :
Yves CALDERINI

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Rédacteur en chef adjointe :
Maud TANTIN MACHECLER

Mise en page :
Maud TANTIN MACHECLER

ISSN : 2416-8106
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- Demougeot L., « Le chômage diminue en 2017 », *Insee Analyses Guadeloupe n° 29*, avril 2018.
- Demougeot L., « Stabilité du chômage en 2016 », *Insee Analyses Guadeloupe n° 21*, mars 2017.
- Beck S., Vidalenc J., « Une photographie du marché du travail en 2017 », *Insee Première n° 1694*, avril 2018.

